

résoudre des problèmes économiques à court terme. Mais quelle a été la réponse du ministre? Lorsque je lui ai posé la question hier, il a fait mention de mon éventuelle opposition à une usine de pâte à papier à Regina. Bien sûr, le ministre n'est pas sans savoir que Regina se trouve au beau milieu des plaines et non dans les bois. C'est le ministre qui n'est pas sorti du bois.

M. Melvin McQuaid (Cardigan): Monsieur l'Orateur, je prêcherai plutôt pour ma paroisse, cet après-midi. Je ne m'en excuse pas, car je pense que la province que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre se trouve dans une très grave situation financière. Je regrette seulement que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) ne soit pas présent et ne puisse entendre l'exposé de notre situation. C'est le libellé de la motion qui m'a notamment amené à prendre part au débat. En voici un passage:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour ses politiques économiques... qui ont accentué la disparité entre les régions et qui n'ont pas encouragé le développement régional.

S'il est une province au Canada à laquelle ce texte s'applique particulièrement, c'est bien l'Île-du-Prince-Édouard.

Il y a quelques semaines, notre trésorier provincial a déposé son budget pour l'année financière 1971-1972. Il a prévu un déficit global de \$2,868,825. Je sais que dans plusieurs provinces du Canada, cela ne semblerait pas énorme. Mais dans une province de l'étendue de la mienne, qui souffre de graves désavantages économiques, c'est une somme considérable. A l'heure actuelle, notre dette directe est de \$108,306,000, c'est-à-dire de \$2,000 par personne, homme, femme ou enfant, habitant la province. Pour donner à Votre Honneur une idée de la dégradation de notre situation financière, je signalerai qu'en 1961, il n'y a que neuf ans, notre dette était de \$32,200,000, c'est-à-dire d'environ \$300 par personne. En neuf ans, elle a augmenté de 76 millions de dollars.

En plus d'avoir à supporter cette dette directe, le gouvernement de ma province se voit malheureusement obligé de supporter des exiguïtés indirectes qui s'élèvent en tout à \$15,439,000. Notre dette directe et notre dette indirecte forment donc au total 124 millions de dollars. L'intérêt sur cette dette s'élève à 10 millions de dollars par année. Notre population comprend environ 110,000 personnes et le revenu individuel est l'un des moins élevés au Canada. Le revenu moyen par personne, dans ma province, a été l'an dernier de \$1,818.

Une voix: Le gouvernement s'en moque.

M. McQuaid: Je le répète, notre revenu par tête était de \$1,818 comparativement à la moyenne canadienne de \$2,913.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): C'est honteux.

M. McQuaid: En février 1971, 8,959 personnes touchaient des prestations d'assistance sociale. Donc dans ma province, 8,959 personnes doivent s'efforcer de vivre avec la modique somme que le gouvernement parvient à leur fournir. Il fait de son mieux j'imagine avec l'argent qu'il

a. Ces gens-là s'efforcent d'exister avec le maigre montant que le gouvernement juge à propos de leur verser. Pourtant, cette province où près de 9,000 personnes touchent des prestations d'assistance sociale doit acquitter 10 millions de dollars en intérêts sur sa dette avant de pouvoir entreprendre d'autres programmes.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): C'est honteux.

M. McQuaid: Cet état de choses ne saurait se perpétuer. J'ajouterais que la population de l'Île-du-Prince-Édouard ne veut pas vivre de secours. Nous voulons subvenir à nos besoins, mais nous ne pouvons le faire que si le gouvernement fédéral nous aide à améliorer notre économie. Nous aurions eu une chance—je le dis sans crainte qu'on me contredise—car si le gouvernement conservateur était resté au pouvoir, l'Île-du-Prince-Édouard serait aujourd'hui reliée au continent par une chaussée.

Des voix: Bravo!

M. McQuaid: Le gouvernement libéral a sabordé ce plan. C'était notre seul espoir de salut.

Des voix: Bravo!

M. McQuaid: Si le gouvernement conservateur était resté au pouvoir, nous aurions aujourd'hui cette chaussée, nous serions indépendants et aucun député représentant une circonscription de ma province n'aurait à prendre la parole à la Chambre pour réclamer de l'aide au gouvernement fédéral. Nous n'en n'accepterions pas si nous pouvions nous en passer. Nous voulons que le gouvernement nous aide à améliorer notre économie.

Il y a deux ou trois ans—et je regrette encore une fois que le ministre ne soit pas ici pour m'entendre—le gouvernement a présenté son fameux programme d'expansion économique. Je le qualifie d'infâme, car jusqu'ici, il n'a absolument rien fait pour améliorer l'économie de ma province. Tout ce que le programme a donné jusqu'ici c'est que des fonctionnaires très bien rémunérés sont venus d'autres régions du pays pour nous dire comment administrer notre province. On estime que, pendant les 15 prochaines années, le programme coûtera 728 millions de dollars. Qu'on ne se méprenne pas: ce n'est pas le gouvernement fédéral qui fournira les 728 millions. Sa contribution ne sera que de 225 millions. La province devra fournir les 503 millions restants. Le programme devait accomplir des merveilles. Je cite un passage de l'accord préliminaire intervenu entre le gouvernement du Canada et celui de l'Île-du-Prince-Édouard:

● (5.50 p.m.)

Considérant que dans le territoire de la province, ci-après appelée «la région», le revenu est généralement faible,...

Il n'y a rien de plus vrai.

Et, attendu que le Canada et les provinces ont jugé opportun, d'un commun accord, de doter la région d'un programme global et coordonné d'expansion, conçu pour favoriser son développement économique, pour augmenter les revenus et les occasions d'emploi, et pour améliorer le niveau de vie...

Ce sont là des objectifs valables. Qu'a fait le gouvernement jusqu'ici pour les réaliser? Rien, sauf d'envoyer des autres régions du Canada des fonctionnaires grassement